



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES

Environnement - Association MRBC Montpellier ReBuilding Center - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République, la Métropole a signé une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, aux côtés de la Ville de Montpellier et de l'Etat.

Au titre de ses compétences en matière de politique de la Ville et d'insertion économique ainsi que de développement économique, il est proposé de soutenir un nouveau projet, par une subvention d'investissement, qui fera l'objet d'une participation de l'Etat à hauteur de 50 % reversée à la Métropole (selon les modalités de paiement définies dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi) : le projet porté par l'association MRBC (Montpellier ReBuilding Center). En outre, le projet s'inscrit tout en fait en phase avec la stratégie zéro déchet impulsée par la Métropole. Ce nouveau projet fera également l'objet d'une participation de l'Etat dans le cadre des emplois en insertion et de l'ADEME dans le cadre de la réduction des déchets.

L'association MRBC Montpellier ReBuilding Center a été créée le 01 juillet 2019. Elle œuvre en faveur de la prévention des déchets et de la promotion de l'économie circulaire, dans le domaine du bâtiment, par le réemploi et de la réutilisation des produits et matériaux du bâtiment et la mise en relation et en réseau des acteurs de la filière. Elle a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle de personnes en recherche d'emploi pour l'IAE (Insertion par l'Activité Economique).

L'association MRBC Montpellier ReBuilding Center porte un poste d'insertion autour d'une activité de curage de bâtiments de recyclage et réemploi des matériaux. Le bénéficiaire sera recruté en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois. Les activités de l'Entreprise d'Insertion sont des supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi. Ces dernières vont se concentrer sur la récupération de matériaux sur site, le stockage ainsi que le réemploi par les acteurs partenaires de la filière Bâtiment.

La subvention d'équipement servira à se doter d'un chariot élévateur ainsi que d'un véhicule utilitaire « plateau ». Il est proposé, pour l'exercice 2021, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, par une subvention d'investissement de 20 000 € sur un budget de 30 930 € pour mener à bien cette action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à MRBC Montpellier ReBuilding Center d'une subvention d'investissement de 20 000 €, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention avec l'association MRBC Montpellier ReBuilding Center ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172496-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MRBC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.